

Déclaration de solidarité avec le peuple rohingya

vendredi 27 avril 2018, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mars 2018).

La junte militaire de Myanmar (Birmanie) mène depuis longtemps un nettoyage ethnique du peuple rohingya vivant dans son État d'Arakan [1]. Mais depuis août 2017 elle a entrepris un génocide des Rohingyas, ce qui a provoqué une migration massive vers le Bangladesh et vers dans d'autres pays.

La junte militaire a brutalement torturé des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils ont décapité, mutilé, brûlé des personnes et violé des femmes. Les victimes Rohingyas ont traversé la frontière du Bangladesh pour sauver leurs vies et sont devenues des réfugiés. Ils ont commencé à construire des cabanes dans une plaine inondable et à flanc de collines sujettes aux glissements de terrain. Ils sont environ un million vivant dans des conditions inhumaines à Cox's Bazar au Bangladesh. Le gouvernement du Bangladesh leur a donné un abri dans les camps temporaires pour raisons humanitaires. Mais il n'est pas équipé pour prendre en charge un si grand nombre de réfugiés. L'UNICEF et le HCR tentent de répondre aux besoins humanitaires, mais leur réponse est insuffisante. Ils doivent encore organiser le financement substantiel pour répondre à la crise.

Ce que la junte militaire a fait aux Rohingyas est une violation flagrante des droits humains et leurs auteurs doivent être traduits en justice. Aung San Suu Kyi, Première ministre du pays et lauréate du prix Nobel de la paix, reste muette sur les atrocités et le génocide perpétrés par la junte militaire du Myanmar.

Afin de résoudre la crise des Rohingyas, la solidarité internationale est vraiment nécessaire. La réaction de la soi-disant communauté internationale a été très insuffisante face à cette grave crise humanitaire. Les Rohingyas sont victimes de la concurrence géopolitique. Aujourd'hui, le Myanmar s'ouvre aux investissements étrangers. En particulier des entreprises chinoises ont investi au Myanmar. Selon certaines sources, des zones de l'État d'Arakan ont été dégagées pour des installations industrielles des compagnies chinoises [2].

La IV^e Internationale condamne fermement le génocide perpétré par la junte militaire du Myanmar et exige que des conditions pour le retour en toute sécurité des Rohingyas dans leur propre pays soient immédiatement réunies, qu'on leur délivre des documents d'identité appropriés et que leurs droits de citoyens soient garantis.

La IV^e Internationale demande justice pour les Rohingyas victimes, la junte militaire qui a commis un génocide et violé les droits humains des Rohingyas doit rendre compte de ses actes.

La IV^e Internationale exige également une réponse humanitaire appropriée pour les réfugiés Rohingyas, à la fois du gouvernement bangladais et de la communauté internationale.

La IV^e Internationale appelle toutes les forces progressistes à exprimer leur solidarité avec les réfugiés.

La Quatrième Internationale

P.-S.

* Inprecor n° 649-650 février-mars 2018 :

<http://www.inprecor.fr/article-Résolution%20Ecosocialisme-La%20destruction%20capitaliste%20de%20l'environnement%20et%20l'alternative%20écosocialiste?id=2129>

Notes

[1] Le nom historique de l'État d'Arakan, conquis en 1785 par l'armée birmane du roi Bodawpaya, a été changé par la junte militaire en 1989. Il porte maintenant le nom d'État de Rakhine. Les Rohingyas ne sont pas reconnus comme citoyens par le gouvernement de Myanmar.

[2] Selon un article de *South China Morning Post*, daté du 28 septembre 2017, entre 1988 et 2014, la Chine a investi plus de 15 milliards de dollars au Myanmar, principalement dans les mines et l'énergie, selon l'agence Xinhua. Elle fournit également les armes au régime militaire. Les projets chinois dans ce pays comprennent l'établissement d'une zone économique et portuaire spéciale à Kyaukpyu dans l'État d'Arakan, un investissement du groupe chinois CITIC évalué à 9 milliards de dollars commencé en décembre 2015. En avril 2017, un oléoduc entre Arakan et la province chinoise du Yunnan a été ouvert. Il garantit à Pékin une voie ne passant pas par le détroit de Malacca pour l'importation du pétrole du Moyen-Orient. L'article cite Saskia Sassen, professeur de sociologie de Columbia University : « La terre libérée par l'expulsion radicale des Rohingyas pourrait avoir un intérêt pour l'armée et son rôle dans le développement économique du pays. La terre est devenue précieuse grâce aux projets chinois. » ESSF (article 44218), [Influence : How Chinese cash shores up Myanmar's Rakhine state, despite international condemnation of Rohingya crisis](#).

Par ailleurs, selon un reportage de Guillaume Delacroix pour Mediapart, la CNPC (Chinese National Petroleum Corporation) a achevé en 2013 un gazoduc entre Kyaukpyu et le Yunnan, permettant d'importer 12 milliards de m³ de gaz extrait au large d'Arakan : https://www.mediapart.fr/journal/international/161117/rohingyas-derriere-la-religion-le-petrole-et-le-gaz?page_article=3.

Selon Mathilde Tréguier et Romée Poirson (IRIS), « dans cette même commune de Kyaukpyu, des centaines de maisons appartenant à la communauté Rohingya ont été brûlées et des villages entiers réduits à néant par des nationalistes Rakhine en octobre 2012, c'est-à-dire pendant la période de construction du pipeline. »

<http://www.iris-france.org/61848-pek-in-face-a-la-crise-des-rohingyas-le-pragmatisme-economique-comme-cle-de-voute-de-la-diplomatie-chinoise/> [note de la rédaction d'Inprecor].